

UNIVERSITES EN AFRIQUE : QUELLES ORIENTATIONS POUR UNE CONTRIBUTION AU DEVELOPPEMENT ?

Christine KIEMA

Risnata Sidaponsian OUEDRAOGO

Université Joseph KI-ZERBO de Ouagadougou /

Burkina Faso

soubeiga563@gmail.com

Résumé

Les universités qui sont au sommet du processus éducatif ont un rôle essentiel à jouer dans le développement d'un pays. Pour cela, l'université doit former des citoyens capables d'assumer leurs responsabilités. Elle le fera en permettant à chacun d'exploiter ses capacités intellectuelles et de se soucier du bien commun. De ce fait, l'université n'a pas seulement la vocation de former des spécialistes, mais aussi de transmettre une formation humaniste. Dans ce cadre, il ne faut pas opposer les savoirs et tomber dans le piège de la fausse opposition entre savoirs opérationnels et savoirs théoriques, les deux sont complémentaires et nécessaires. L'université doit être le temple du décloisonnement des savoirs, seul moyen aujourd'hui de créer de la connaissance et du développement. Elle doit anticiper et prévoir l'adaptation des connaissances aux réalités du monde. L'investissement le plus rentable en matière de développement est celui effectué sur les compétences. Développer, transmettre des compétences et les faire évoluer doivent être les missions des universités africaines. En clair, l'université doit former des têtes bien faites autant que des têtes bien pleines. Par ailleurs, il faut savoir que la qualité des formations universitaires et l'apprentissage des outils fondamentaux sont des conditions essentielles pour le développement.

À travers nos lectures, nous avons touché du doigt le rôle des universités africaines dans le développement holistique d'un pays. L'objectif est d'analyser la contribution des universités dans le développement de l'Afrique. À travers l'examen des documents et les enquêtes, nous avons eu la certitude que les universités contribuent au développement.

Mots clés : *orientation, contribution, développement, formation humaniste, savoirs.*

Abstract

Universities which are at the high level of the educational process have an essential role to play in a country's development. Therefore the university should train citizens able to keep their responsibilities. It will do it by allowing everyone to exploit his intellectual competences and to care about public goods. Because of that, university has not only a role or a calling to train experts, but also to transmit a human training. In this framework, we must not oppose knowledge and fall down in the snare of false oppositions between operational knowledge and theoretical knowledge. The two knowledge are additional and necessary. University should be the temple of dispartition of knowledge, only means nowadays to create knowledge and development. It should overtake and force the conformity of knowledge to the realities of the world. The best investment in development is the one done on competencies. Develop, transmit competencies and make them evaluate must be the missions of African universities. Clearly, university should train "done heads" as well as "full heads". Furthermore, we must know that the quality of university trainings and the learning of the main tools are essential conditions for a country's development. Through our readings, we have discovered the role of African universities in a holistic development of a country. The goal is to analyse the contribution of African universities in the development of Africa itself. Through the examination of documents and investigations, we have been sure that universities contribute to the development of a country.

Keys words : *direction, contribution, development, human training, knowledge.*

Introduction

L'enseignement est un instrument prépondérant pour promouvoir le développement. Pour le continent africain, où le développement est capital pour qu'il sorte de la pauvreté, l'enseignement est primordial. Seulement, pendant longtemps les pays africains et leurs partenaires au développement ont particulièrement mis l'accent sur l'enseignement primaire, post-primaire et secondaire au détriment de l'enseignement supérieur qui est pourtant un moyen d'accroître le développement et de réduire la pauvreté. Cette assertion est soutenue par les closes de

la rencontre de Dakar. En 2000, le sommet sur « l'éducation pour tous » tenu dans ce pays a préconisé l'enseignement primaire comme seul vecteur du développement et a relégué l'enseignement supérieur au second plan. Cependant, en Afrique, l'enseignement supérieur vise à répondre aux besoins de qualification supérieure, à améliorer le rendement, à maîtriser l'offre de formation, à développer la formation tout au long du cursus universitaire. En plus, il a pour rôle de rendre plus important la formation professionnelle, plus attrayant l'offre de formation et son insertion dans le concert mondial de l'enseignement supérieur, d'homologuer la qualité des services et de promouvoir l'autonomie et la responsabilité des universités. Pour cela, un enseignement démocratique et réformiste permettra de former l'individu dès le bas âge, de le préparer et de l'adapter à la vie, au contact de l'environnement et de son prochain. Ceci ne sera possible qu'en développant pleinement sa personnalité et en lui donnant les moyens d'accéder à la forme d'activité où il peut rendre le plus de service, pour le plus grand bien de tous, en raison de ses aptitudes et de son effort personnel.

Par conséquent, comment sont orientés les étudiants dans les universités en Afrique ? Les modules enseignés facilitent-ils l'insertion des étudiants dans la vie active ? En quoi les universités africaines contribuent-elles au développement de l'Afrique ? Ces questions ont suscité l'émission d'hypothèses de recherche.

L'hypothèse qui sous-tend la première préoccupation est que les étudiants sont orientés dans les universités en fonction de la série du diplôme et de la moyenne. Pour ce qui est de la seconde préoccupation, nous émettons l'hypothèse selon laquelle les modules enseignés ne facilitent pas l'insertion des étudiants dans la vie active. Après tout, nous estimons que les universités contribuent au développement de l'Afrique.

De plus, notre objectif est de démontrer que les universités contribuent au développement de l'Afrique.

C'est pourquoi, notre étude porte sur les orientations dans les universités en Afrique pour une contribution au développement. De même, nous tenons à prouver que les étudiants sont orientés dans les universités en fonction de la série du diplôme et de la moyenne. Et enfin, nous voulons déterminer en quoi les modules enseignés ne facilitent pas l'insertion des étudiants dans la vie active.

Tout cela nécessite des données et connaissances qui ne peuvent être acquises sans une littérature conséquente, et un entretien direct et semi-direct mené auprès des personnes ressources.

En d'autres termes, la recherche fait recours non seulement aux informations recueillies lors de nos lectures des œuvres abordant cette thématique, mais encore auprès des personnes ressources durant nos enquêtes sur les orientations des étudiants dans les universités en Afrique. Par la suite, nous essayerons de faire la revue des ouvrages qui ont traité de la question des universités et leur contribution dans le développement. Nous avons également mené des enquêtes dans le but de récolter des informations appropriées sur les orientations dans les universités et les modules enseignés. Pour couronner le tout, nous montrerons que les orientations bien faites contribuent au développement.

1. Les universités africaines et les orientations des étudiants dans les différentes filières

Afin de mieux appréhender notre étude, la clarification de certains concepts s'avère nécessaire.

L'orientation universitaire consiste à proposer aux nouveaux bacheliers les différentes filières dans lesquelles ils pourraient s'insérer en fonction de leurs intérêts, de leur parcours scolaire et de leur personnalité. Selon (J. Guichard, 2007 : 324),

L'orientation universitaire s'inscrit dans le contexte de l'orientation dans l'enseignement supérieur. Cette expression fait référence à trois catégories de phénomènes :

Un ensemble de procédures et de règles, explicites et implicites, administratives et pédagogiques, conduisant à répartir les lycéens ou étudiants dans les différentes voies, types ou modes de formation proposés dans l'enseignement supérieur ;

Les conduites des jeunes et de leur famille, dans ce contexte organisationnel, en matière de choix, de stratégies, d'intentions ou de projets relatifs à leur avenir scolaire, professionnel et personnel ;

Des dispositifs d'aide aux élèves et étudiants visant à les aider à s'auto-déterminer et à maximiser leurs chances de réussite et d'insertion professionnelle et sociale.

Quant au développement, il désigne l'ensemble des transformations sociales, techniques, démographiques, territoriales et culturelles qui accompagnent la croissance de la production. Il traduit l'aspect structurel et qualitatif de la croissance et peut être associé à l'idée de progrès économique et social. Les transformations structurelles rendent possibles et accompagnent la croissance économique et l'élévation du niveau de vie. Pour (F. Perroux, 1961 : 333),

Le développement est la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rend apte à faire croire cumulativement et durablement, son produit réel global. Le développement ajoute donc à la croissance un changement transversal en lequel R. Aron voit une transformation qualitative dont les résultats sont mesurables.

Selon (RIST Gilbert, 2013 : 33),

Le développement est un processus qui permet aux êtres humains de développer leur personnalité, de prendre confiance en eux-mêmes et de mener une existence digne et épanouie. C'est un processus qui libère les populations

de la peur du besoin et de l'exploitation et qui fait reculer l'oppression politique, économique et sociale...

Concernant la formation humaniste, (Paul Santelmann, 2019 : 85) affirme que :

La société est aujourd'hui confrontée à des enjeux majeurs concernant la place de l'homme : l'affaiblissement de la démocratie et la montée des extrémismes, les défis environnementaux, les illusions technicistes et technologiques, la persistance des inégalités et des discriminations...

Ce qui signifie que la formation humaniste est à repenser afin d'éviter que les étudiants à la fin du cursus universitaire ne soient enrôlés par les pourvoyeurs maléfiques d'emploi.

1.1. Les universités en Afrique

En Afrique, les universités sont des établissements publics ou privés dédiés à l'enseignement supérieur, à la recherche et à l'innovation. Dans les pays africains, elles sont de plus en plus nombreuses et implantées notamment dans les grandes villes comme c'est le cas au Burkina Faso. Par exemple dans ce pays, il y a de nos jours environ neuf universités publiques et sept centres universitaires. Les universités sont implantées dans les grandes villes de certaines régions comme Ouagadougou, Bobo-Dioulasso, Koudougou, Ouahigouya, Fada N'Gourma, et Dédougou. À Ouagadougou, elles sont au nombre de quatre qui sont Joseph KI-ZERBO, Thomas SANKARA, l'université virtuelle et l'école polytechnique de Ouagadougou communément appelée (EPO). Quant aux centres universitaires, ils existent dans les autres chefs-lieux de régions, à savoir Banfora, Dori, Tenkodogo, Manga, Ziniaré, Kaya et Gaoua. Ces centres sont rattachés aux universités autonomes ci-dessus citées sauf l'université virtuelle. Les universités sont toutes accessibles sans sélection à tous les bacheliers sans exception, c'est-à-dire sans épreuve d'admission ni concours. Seule l'accession à

l'EPO est conditionnée par un test d'entrée. Ces universités proposent des formations dans différentes filières, débouchant sur les diplômes de licence (bac+3), de master (bac+5) et de doctorat (bac+8). Mais malgré l'existence des universités dans toutes les régions, les filières ne sont pas diversifiées pour répondre aux attentes de la société. Selon (ADEA) l'Association pour le Développement de l'Éducation en Afrique (2005 :2),

l'enseignement supérieur doit en outre être reconceptualisé dans un contexte de diversification et de compétition nationale, régionale et internationale de plus en plus rude, en considérant le potentiel des nouvelles technologies et les exigences de l'économie fondée sur le savoir ; la qualification des enseignants et les approches pédagogiques doivent être adaptés pour viser l'acquisition des compétences fondamentales indispensables à l'adaptation constante aux situations nouvelles ainsi que les capacités plus particulières liées au marché du travail ; les curricula doivent être revisités et mis en rapport avec le développement des compétences ; les filières diversifiées, spécialisées et professionnalisées ; les centres d'excellence développés. Enfin il est impératif de mettre l'accent sur les sciences et la technologie.

Dans les pays africains en général et au Burkina Faso en particulier, l'État s'investit à implanter des universités dans toutes les régions du pays. La décentralisation des universités dans les treize régions est due au fait de la mondialisation et au faible rendement. Cette idée consiste à élargir le champ de possibilités d'accès des bacheliers à l'enseignement supérieur en décongestionnant les grandes villes, en multipliant et en diversifiant les filières. Elle consiste également à répondre aux exigences du moment. À l'occasion de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement tenue en 2000 à Bangkok, il ressort que le Burkina Faso doit accroître

l'enseignement supérieur de 50% et l'enseignement professionnel public de 116%. C'est la preuve que les pays africains ne peuvent pas rester en marge du phénomène d'internationalisation du système d'enseignement supérieur, marqué par l'adaptation graduelle des offres de formations et des diplômes. Ils doivent être partie prenante vu qu'ils ont d'admirables étudiants et une équipe d'excellents enseignants chercheurs qui interviennent dans la concurrence scientifique. Dans la communauté nationale, les universités doivent être le ferment de la pâte à travers leurs missions de formateurs, de chercheurs, d'innovateurs, qui font avancer les idées et les savoirs, à travers le débat dialectique et qui impulsent le développement à partir de leurs découvertes et de leurs inventions. De nos jours, la considération qu'ont les autorités et leurs partenaires sur l'enseignement supérieur est révolue. Ainsi, l'université doit changer pour mieux répondre aux attentes des étudiants et des entreprises. Les cursus ont été refondus dans le contexte du système LMD et des universités d'une même ville ont parfois fusionné. Elles font aussi beaucoup d'efforts pour professionnaliser leurs cursus et les développer à l'international.

1.2. Les orientations dans les universités

L'orientation universitaire s'inscrit dans le cadre de l'orientation dans l'enseignement supérieur.

Elle a pour but de répondre aux attentes des étudiants. C'est l'étape qui divise l'opinion publique. Certains optent pour la restriction du sommet de la pyramide éducative pour une meilleure adéquation entre celle-ci et la configuration du marché de l'emploi. Par contre, d'autres trouvent que le problème posé n'est pas d'ordre quantitatif mais plutôt qualitatif en rapport avec les orientations, les filières, les programmes et les méthodes de l'enseignement supérieur qui ne permettent pas de répondre aux besoins de l'économie nationale et à l'attente de la société.

(Richard FILAKOTA, 2008) dans son allocution certifiée que :

Le processus de l'orientation atteint ses objectifs que lorsqu'il parvient à préparer les étudiants à prendre des responsabilités et à s'insérer dans une vie professionnelle. Une orientation réussie est souvent le fruit d'une coopération à tous les niveaux : l'université, l'État, les partenaires sociaux, les étudiants et leurs parents.

L'accès à l'enseignement supérieur est une période capitale pour les nouveaux bacheliers. Il consiste à faire le choix des filières par ordre de préférence ou du goût. C'est une tâche qui concerne plus d'un.

1.2.1. Le rôle des acteurs de l'orientation

Le processus de l'orientation incombe aux bacheliers, aux parents et surtout au service en charge de ce travail. Ce service a une importance capitale dans l'orientation des étudiants. À ce sujet, (Richard Filakota, 2008) atteste que :

Le rôle fondamental de cette structure, qu'elle soit publique ou privée, est de répondre plus efficacement aux attentes des jeunes en termes de formation, d'orientation et d'insertion professionnelle. Nul n'ignore, qu'au cours de leur formation jusqu'au sortir de l'université pour la vie professionnelle, ces jeunes ont besoin d'être aidés, soutenus par des conseils, informés des changements survenus dans le monde du travail et encouragés dans le choix de leur carrière. Ce service d'information et d'orientation s'inscrit au cœur même de l'action pédagogique préconisée par le système LMD et confère à l'université une seconde mission autre que celle de l'enseignement et de la recherche.

Par ailleurs, en fonction des intérêts de la famille, le choix des filières est opéré par certains parents sans tenir compte de la capacité de l'élève. Même s'ils sont conscients de l'incapacité de leur progéniture à réussir dans la filière de leur préférence. Ils

l'orientent tout de même et celui-ci est obligé d'accomplir la volonté des parents. Et (Filakota, 2008) d'ajouter que :

Les parents sur qui reposent en grande partie le coût de ces formations ont aussi leur mot à dire dans l'insertion de ces élèves en milieu universitaire et professionnel : ils jouent de plus en plus le rôle de conseillers d'orientation pour leurs enfants dans le secondaire et dans le supérieur. Comme on a coutume de dire, "qui paye commande". Très souvent, ils orientent leurs enfants sans leur demander leur avis. Forts de leurs expériences professionnelles, ces parents focalisent davantage leur attention sur les débouchés sur le marché de l'emploi et orientent leurs enfants en fonction de ces paramètres. Cette pratique remonte à plus de vingt ans en arrière où chaque enfant était censé devenir "agriculteur ou éleveur, menuisier ou boulanger comme son père, ménagère et mère de famille comme sa mère".

Malheureusement, beaucoup d'enfants sont démotivés par cette mauvaise orientation de la part des parents. À ce moment, il y a une forte déperdition et de décrochage. Ce qui signifie qu'aujourd'hui les enfants n'ont plus les mêmes centres d'intérêts que leurs parents. Aussi souvent, les premiers choix ne sont pas respectés en fonction du nombre élevé des demandeurs. Cela constitue un problème qui joue considérablement sur l'avenir des étudiants. Dans la vie estudiantine, ces derniers sont auteurs de leur propre éducation. Il convient de souligner que l'orientation des nouveaux bacheliers se fait en fonction du diplôme de la série et de la moyenne obtenue par le lauréat. Les universités offrent des formations dans diverses filières débouchant sur les diplômes de licence, de master et de doctorat d'où l'appellation (LMD). Le système LMD est une refondation qui s'est opérée il y a quelques années dans les universités. Ce système développe la capacité des étudiants de construire leur expérience, de la maîtriser en fonction de la typologie des études qui leur sont dispensées. Cette phase transitoire entre le cycle

secondaire et celui supérieur est ponctuée par la nécessité d’opter pour une filière d’études inscrite dans la perspective de leur vie personnelle, de leur projet individuel et professionnel. Par conséquent, s’engager dans un choix d’orientation recommande la connaissance des circonstances de la physiologie du système éducatif et le contact avec ses conventions explicites et implicites. Mais hélas ! Les choix ne se font pas par ladite connaissance, mais en fonction des places disponibles. Souvent, les élèves et leurs parents restent impuissants devant les choix d’orientation qui leur sont offerts. L’orientation post-secondaire accentue les inégalités entre les élèves dont les vœux sont exaucés et ceux qui ont été mal orientés. On remarque ainsi une véritable disparité entre ceux qui ont eu la chance d’être orientés dans les filières de leur choix et ceux qui sont condamnés à subir l’orientation.

1.2.2. Les stratégies pour une meilleure orientation postsecondaire

Après l’obtention du bac, le choix de la filière pour la poursuite des études est une étape très cruciale qui stresse les élèves et leurs familles. Au fait, ils ne savent pas faire un choix cohérent en fonction de leur parcours au lycée. Néanmoins, il y a des stratégies possibles pour leur permettre de se retrouver dans l’orientation post lycée. Ces stratégies consistent à :

- s’interroger sur l’avenir de l’étudiant selon son parcours secondaire ;

Afin de prendre une décision sur le parcours des études que ce dernier doit suivre, il faut avoir toutes les informations utiles à ses choix. Ainsi, certaines compétences sur les séries au lycée sont déterminantes dans l’orientation. Celles-ci permettent de savoir ses ambitions pour l’avenir. L’orientation doit suivre la logique du parcours lycéen. C’est pourquoi les réformes à mettre en chantier doivent avoir une vision de l’éducation qui prend en compte l’ensemble du système et qui garantit une meilleure

articulation et un bon équilibre entre tous les niveaux d'éducation, à savoir primaire, post-primaire, secondaire et supérieur. Cette structuration doit se faire en tenant compte du marché de l'emploi et des politiques et primautés économiques.

- agrandir le champ de possibilités d'accès dans les universités ;
Il est préférable que l'étudiant n'ait pas une idée figée de ce qu'il veut devenir. Il faut avoir une vision multiple afin de diversifier les chances. Dans (Meetyour School, 2019), il est mentionné que « *La posture idéale est de lister plusieurs métiers qui gravitent autour d'un domaine afin de mettre toutes les chances de son côté* ». L'étudiant doit se projeter dans un parcours adapté à ses compétences et à ses projets professionnels.

- respecter le choix de chaque étudiant pour mieux l'accompagner ;

Pour un travail qui engage la personnalité de l'intéressé, il ne doit pas avoir d'imposition bien que les parents soient déjà passés par là. Il est bien vrai que les enfants ne peuvent faire l'impasse sur la décision des parents, mais ils sont les seuls à connaître leur capacité. Dans (Meetyour School, 2019), il est écrit ceci :

« Évidemment, les futurs bacheliers ne pourront faire l'impasse sur l'avis de leurs parents. Ces derniers sont bien souvent les premiers à se soucier de l'avenir de leurs enfants. C'est un moment inévitable à aborder, bien que les discussions puissent déboucher sur un conflit. Les parents – mais en général la famille et l'entourage proche – ont un argument de poids : ils sont déjà passés par là ».

Cependant, le mieux c'est d'accompagner l'étudiant dans son choix pour son lendemain meilleur. La visée d'un diplôme est une insertion professionnelle. Le diplômé possède des aptitudes générales et même spécifiques pour étudier dans la filière de son choix.

- tenir compte de la réalité du marché de l'emploi et des compétences de chaque étudiant ;

Dans l'orientation des bacheliers, il convient de tenir compte des besoins du marché de l'emploi. Le secteur de l'emploi évolue sans cesse et les métiers subissent fréquemment de véritables changements. Avec l'avènement du numérique, les services pourvoyeurs d'emploi ont diminué considérablement le personnel employé en leur sein. Le numérique occupe une place importante dans le monde du travail. Pour cela, il est impérieux d'orienter les universitaires sur les filières qui offrent plus d'emploi en recrutant massivement.

- renseigner sur les opportunités qu'offrent les formations et leur rentabilité ;

Pour faire le choix d'une filière, il s'avère nécessaire de savoir si les formations qu'offrent cette filière correspondent à ce que l'on veut. Il faut connaître la durée, c'est-à-dire le temps imparti aux études, les frais à supporter et les débouchés. L'étudiant doit être informé des avantages d'effectuer ces études. Celui-ci doit optimiser sa connaissance des filières et leurs débouchés. Dans la mesure du possible, l'étudiant doit prendre des informations utiles auprès des personnes ressources. Dans le cas des universités privées, il est important de se renseigner sur le niveau de reconnaissance, la place qu'elles occupent dans les classements académiques ou professionnels, la qualité de l'intégration professionnelle, le niveau de salaire à la fin de formation.

- désacraliser la formation professionnelle pour une accession simple et facile des désireux.

La formation professionnelle n'est pas accessible au citoyen lambda compte tenu du fait qu'elle soit l'apanage des privés. Toutes les filières BTS, DUT ou IUT, DEUST se trouvent dans les universités privées. Ce sont des filières sacrées et ce n'est pas permis à tous les étudiants d'envisager une poursuite d'études, car les coûts sont très élevés. Pour rendre accessible ces filières,

l'État doit jouer sa partition dans le domaine des études professionnelles.

Face aux transformations opérées dans le monde, les autorités politiques en charge de l'enseignement supérieur doivent réagir instantanément s'ils veulent que leurs pays en tirent le meilleur profit et que leurs étudiants jouissent d'un enseignement supérieur de qualité.

2. Les formations offertes par les universités

Les possibilités de formation à l'université sont très nombreuses. Néanmoins, nous allons retenir les plus essentielles. L'enseignement supérieur en Afrique et un peu partout dans le monde comprend deux grands types de formation. Certaines sont accessibles à tous les bacheliers ou les candidats ayant tout autre diplôme équivalent pour les premières années d'université. D'autres procèdent à un test de sélection ou à des sélections sur dossier. Il s'agit des classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE), les instituts universitaires de technologie (IUT), les brevets de technicien supérieur (BTS), certaines écoles professionnelles, etc. Ces filières débouchent le plus souvent sur des études longues comme c'est le cas à l'Université.

Pour un autre motif, les élèves se tournent également vers des filières technologiques. Ces filières sont moins générales mais préparent les étudiants à la vie active ainsi qu'au monde du travail. Ces filières peuvent déboucher sur des études courtes du type BTS, IUT ou DUT qui préparent à l'entrée dans la vie active. (David Bloom et alii 2006 :18) avouent que : *beaucoup d'Africains ont longtemps affirmé que la solution pour maintenir les personnes instruites dans leurs pays réside dans des conditions de travail et des salaires attrayants et une communauté intellectuelle plus active et qui peut s'auto-maintenir.*

Il est important de bien réfléchir à son orientation afin de bien s'orienter après la Terminale. Cette orientation doit être pensée tout au long du cycle lycée afin de choisir une filière correspondante à ses ambitions ainsi qu'à ses attentes.

Dans les universités, les départements s'organisent autour d'Unité de formation et de recherche (UFR) qui dispensent des cours en :

- langues, lettres, sciences humaines et sociales ;
- sciences économiques et de gestion ;
- sciences juridiques et politiques ;
- sciences de l'éducation ;
- sciences et techniques, santé, sport, arts...

Basées principalement sur la théorie, ces filières ne préparent pas les étudiants à la vie professionnelle. En sus, certaines filières sont plus professionnalisantes et contraignent les étudiants à faire des stages pratiques. Les diplômés sont censés être équivalents sur tout l'espace CAMES, de sorte qu'une licence obtenue au Burkina Faso vaut celle des autres pays membres. Par ailleurs, certaines universités ont une meilleure réputation plus que d'autres, en fonction de leurs spécialités, de leur rendement, de leur réponse aux attentes de la communauté ou de leur histoire...

Les universités intègrent également des instituts supérieurs qui fonctionnent de manière autonome pour offrir des connaissances aux étudiants. C'est le cas des écoles polytechniques, de l'université virtuelle, etc. L'avantage de la diversité est qu'elle multiplie les passerelles entre les filières, de sorte que l'on peut construire son parcours d'études au fur et à mesure, en fonction de son projet.

3. Le rôle de l'enseignement

À travers les diverses formes qu'ils ont pu recouvrir dans les différentes sociétés humaines, l'éducation d'une manière

générale et l'enseignement en particulier ont toujours eu pour but fondamental de former ceux à qui ils s'adressent. Il doit les préparer à s'adapter à la vie sociale, à y jouer le mieux possible le rôle qui leur est ou leur sera dévolu. Développer chez les étudiants toutes les aptitudes, les potentialités et les capacités individuelles, de manière à permettre leur épanouissement et leur pleine utilisation par les couches spécifiques et la société toute entière selon leur évolution. En vérité, le système d'enseignement correspond ou tend à correspondre pour une société donnée, d'une part, à la nature des problèmes politiques, économiques et sociaux qui lui sont posés ou qu'il se pose, et d'autre part, aux intérêts politiques, économiques et sociaux des gouvernants. De ce fait, l'université n'a pas seulement la vocation de former des spécialistes, mais aussi de transmettre une formation humaniste. Dans ces conditions, il ne faut pas opposer les savoirs et tomber dans le piège de la fausse opposition entre savoirs opérationnels et savoirs théoriques, les deux sont parfaitement complémentaires et nécessaires. L'université doit être le temple du décloisonnement des savoirs, seul moyen aujourd'hui de créer de la connaissance et du développement. Elle doit anticiper et prévoir l'adaptation des connaissances aux réalités du monde à long et à court terme.

Le rapport de la Banque mondiale (1999), intitulé *Le Savoir au service du développement*, stipule qu'il est démontré comment « *les pays en voie de développement peuvent utiliser le savoir pour réduire l'écart des revenus avec les économies des pays riches* ».

Après l'université, les étudiants ont toujours besoin de l'accompagnement des enseignants et des acteurs de l'insertion professionnelle pour les préparer à travers des stages qui vont leur permettre d'entrer facilement dans le marché de l'emploi. C'est pourquoi la période du stage est d'une grande importance dans le parcours des étudiants qui se préparent à entrer dans la vie professionnelle pour certaines filières. À ce moment, il leur

faut une assistance technique de la part des enseignants, des acteurs socioprofessionnels et des entreprises pour les épauler dans l'élaboration de leurs projets de stage. Cela consiste à les mettre en action afin de leur garantir une meilleure insertion professionnelle. Par conséquent, des dispositifs de formation continue et de valorisation des connaissances sont à promouvoir pour leur permettre de s'adapter aux réalités du monde du travail qui se transforme de façon constante et soudaine.

4. La contribution des universités au développement

Les pays africains ont compris que les universités qui sont au sommet du processus éducatif ont un rôle essentiel à jouer dans le développement d'un pays. D'ailleurs, les universités ont pour missions de développer, de transmettre des compétences et de les faire évoluer. De par le passé, le fondement de l'exclusion de l'enseignement supérieur des initiatives de développement était lié à l'absence de résultat prouvant qu'il a une répercussion sur le développement économique et la diminution de la pauvreté. Cette idée est soutenue par (David Bloom et *alii* 2006 : 1) qui attestent que :

Friedman et sa femme Rose ont suggéré initialement qu'il n'y avait aucune preuve démontrant que « l'enseignement supérieur procure des 'bénéfices sociaux' en sus des avantages reçus par les étudiants eux-mêmes ». Bien au contraire, ils ont émis l'hypothèse selon laquelle l'enseignement supérieur pourrait promouvoir « les troubles sociaux et l'instabilité politique ».

De nos jours, cette assertion semble révolue, car les attitudes envers l'enseignement supérieur sont en train de changer. Les pays africains ont compris que les universités ont un rôle prépondérant à jouer dans le développement d'une nation. En réalité, l'enseignement supérieur est à la fois une solution et un engendreur de revenus. Ce qui veut dire qu'il peut induire des

bénéfices publics comme privés aux pays. Ainsi dit, le développement de l'enseignement supérieur au niveau national et international doit être une priorité des politiques publiques dans la mesure où il contribue au développement économique et permet aux étudiants d'avoir une ligne décrite sur le marché de l'emploi. Dans le même ordre d'idée, le Secrétaire Général de l'ONU, (Kofi Annan, 2000) affirme que :

L'université doit devenir un outil primordial pour le développement de l'Afrique dans le nouveau siècle. Les universités peuvent aider à développer l'expertise africaine ; elles peuvent favoriser l'analyse des problèmes africains ; renforcer les institutions nationales ; servir comme modèles d'environnement pour la pratique de la bonne gouvernance, la résolution des conflits et le respect des droits de l'homme et permettre aux universitaires africains de jouer un rôle actif dans la communauté mondiale des savants.

L'enseignement supérieur peut également améliorer la santé des populations dans un pays. Il peut renforcer la gouvernance et contribuer à la diminution de la croissance démographique. Pour observer les avantages de l'enseignement supérieur pour l'économie d'un pays, il faut fournir un enseignement supérieur de haute qualité à un grand nombre de citoyens et les orienter surtout vers la technique. Concernant les filières techniques, (David Bloom et *alii* 2006 : 10) déclarent que :

Briser ce dilemme pourrait commencer par le renforcement des perspectives d'enseignement supérieur et l'adaptation des programmes aux besoins de développement de l'Afrique. Le manque d'infrastructures en lui-même réduit le potentiel de l'enseignement supérieur à relancer la croissance économique. Si l'enseignement supérieur peut renforcer les capacités d'un plus grand nombre d'Africains à travailler dans le domaine de l'infrastructure dans leurs propres pays, le problème de ce cercle vicieux pourrait devenir plus facile à résoudre.

Le manque d'infrastructures, la préparation défectueuse des étudiants pour l'université, la mauvaise orientation des bacheliers, la gestion imparfaite des universités et le surpeuplement des universités ont un impact négatif sur la qualité de la formation des étudiants et partant, sur les pays. En la matière, (David Bloom et *alii* 2006 : 9) soulignent que :

Les cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (CSLP) mettent en évidence plusieurs barrières communes à la réalisation par l'Afrique du potentiel de l'enseignement supérieur à promouvoir la croissance économique. La faiblesse des infrastructures est citée par neuf des 31 pays tandis que le coût de l'enseignement supérieur, la mauvaise préparation des étudiants pour l'université, la mauvaise gestion des universités et le surpeuplement des universités sont des handicaps qui affligent beaucoup de pays.

Dans l'optique de résoudre ces problèmes qui freinent le développement des pays africains, il importe de considérer l'éducation en général et l'enseignement supérieur en particulier comme un investissement qui génère des bénéfices pour les individus et pour les pays bien qu'il engendre des coûts. (Pierre Courtioux et Vincent Lignon 2017 : 69) admet que « *la mise en perspective des coûts et des bénéfices de ce domaine permet d'en évaluer le rendement.* »

Plusieurs travaux montrent que l'enseignement supérieur est un investissement notamment rentable pour les pays, d'une part, et, pour les individus, d'autre part. Cette rentabilité n'est rien d'autre que le développement économique. Cependant, le développement économique ne nécessite pas seulement d'avoir des gens formés mais aussi des gens capables d'évoluer dans leur carrière. Effectivement, l'université doit former des têtes bien faites autant que des têtes bien pleines. L'Université a toujours eu une perspective de moyen et long terme. Elle forme aux savoirs et pas aux seules techniques ou aux seuls savoir-faire opérationnels. Dans la formation universitaire, ce sont des

laboratoires universitaires qui préparent la compétitivité de demain. Alors, la connaissance est au cœur du développement. Mais le développement doit également être appréhendé de manière globale. Le stade de développement où nous sommes doit coller à notre système universitaire et vice versa. L'éducation est incomplète si elle apprend à l'homme à élaborer des projets savants sans lui enseigner les moyens de les réaliser. Elle est également incomplète et stérile si elle se borne à lui enseigner à fabriquer des outils et à s'en servir habilement, tout en négligeant sa personnalité et ses relations avec ses semblables. Somme toute, les universités africaines n'ont pas uniquement pour mission de former des acteurs économiques, elles doivent aussi former des citoyens capables d'assumer leurs responsabilités. Elles le feront en permettant à chacun d'exploiter ses capacités intellectuelles et de se soucier du bien commun.

Conclusion

Dans les universités, le but de l'orientation est de donner aux étudiants les meilleures possibilités de parcours universitaire, de développement individuel et d'insertion professionnelle les plus adaptées à leur niveau d'études et au monde actuel de l'emploi. C'est une phase qui se montre indispensable pour accompagner les étudiants dans leurs études et leur éviter d'abandonner celles-ci en cours de route ou de s'inscrire dans des filières sans issues professionnelles. Pour la réussir, l'État aura à gagner en s'engageant davantage dans ce processus d'orientation. Aussi, il doit s'impliquer en mettant en œuvre une stratégie nationale susceptible de favoriser une meilleure orientation des étudiants et leur insertion professionnelle réussie plutôt que de former un grand nombre de diplômés sans savoir qu'en faire. D'où la nécessité de mettre l'accent sur les sciences et la technologie. À ce moment, des étudiants étudieront les sciences naturelles et

l'ingénierie. Les universités africaines doivent consentir des efforts pour adapter des cursus à l'économie et au marché du travail. De même, elles doivent mettre la barre un peu plus haute, reformer les curricula, redynamiser la gouvernance des institutions, diversifier les filières et surtout réorganiser l'éducation en englobant tout le système d'enseignement. Cela permettra de former des hommes et des femmes qui auront des connaissances et des capacités techniques nécessaires pour développer l'économie et la mettre au service de l'homme dans la société. Au regard de ce qui précède, nous avons eu l'assurance que les étudiants sont orientés dans les universités en fonction de la série du diplôme et de la moyenne. Sur ce, notre première hypothèse est confirmée. Pour ce qui est de la seconde préoccupation, les modules enseignés ne facilitent pas l'insertion des étudiants dans la vie active. Ce qui atteste que cette seconde préoccupation est prouvée. En somme, il ressort que les universités contribuent au développement de l'Afrique. En général, nous pouvons dire que nos hypothèses ont été confirmées et nos objectifs atteints.

Bibliographie

ADEA, 2005, *L'enseignement supérieur en Afrique*, La lettre de l'ADEA, 28 pages.

AZAN Wilfrid, 2007, « Développement chez F. Perroux et performance par le changement Organisationnel », *Revue française de gestion*, (n°171), pp. 15-30.

Banque mondiale, 1999, *Rapport sur le développement dans le monde*. Banque mondiale, Washington, 290 pages.

Banque mondiale, 2004, *Améliorer l'enseignement supérieur en Afrique subsaharienne : Ce qui réussit*, Rapport de conférence régionale de formation, Accra, Ghana, 46 pages.

BLOOM David, CANNING David, et CHAN Kevin, 2006, *L'enseignement supérieur et le développement économique en Afrique*, HARVARD UNIVERSITY, 106 pages.

COURTIOUX Pierre et LIGNON Vincent, 2017, « Décomposer les rendements privés de l'enseignement supérieur : une analyse par micro simulation dynamique du système socio- fiscal français », *Économie et Prévision* (n°210), pp. 69-94.

FILAKOTA Richard, 2008, « L'orientation dans l'enseignement supérieur à l'ère du LMD » l'Agence Universitaire de la Francophonie, Yaoundé.

GUICHARD Jean, 2007, « Orientation universitaire (college enrolment and students university path, college and university counseling services) », Dans *Orientation et Insertion professionnelle*, pp. 324-331.

PERROUX François, 1991, *L'économie du XXe siècle*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 814 pages.

RIST Gilbert, 2013, *Le développement, Histoire d'une croyance occidentale*, Presses de Sciences Po, 512 pages.

SANTELMANN Paul, BUTZBACH Etienne, LEGRAND Jean-Louis, 2019, « Quelle formation humaniste pour l'homme d'aujourd'hui ? » , 1 (n° 161), pp. 85 à 91, Cairn.info le 06/05/2019.